

Mémoire technique

Conception d'un baromètre de la qualité de vie territoriale

Mémoire remis dans le cadre du marché public n° P-2018-329, référence document à produire
page 7 règlement de la consultation

Note de compréhension du besoin

Grenoble, le 29/06/2018

Madame, Monsieur,

Depuis plus de dix ans, l'Association EDIAS¹ a conduit plus d'une quinzaine de projets collaboratifs innovants dans le domaine des sciences sociales². A l'origine de cette structure originale, car composée exclusivement de spécialistes universitaires français et étrangers, la volonté de sortir de l'université et des institutions de recherche pour travailler avec l'ensemble de partenaires publics et privés présents à l'échelle internationale, européenne, nationale, régionale et locale. Et aussi le souhait de pouvoir expérimenter dans ce cadre plusieurs travaux de recherche conduits ces dernières années par des membres d'EDIAS dans le cadre de leurs fonctions d'enseignants-chercheurs. Enfin, la création de cette association se justifie par la possibilité de disposer d'une expertise dans le domaine de la gestion de projet européen dont ne dispose pas l'ensemble des établissements de recherche en France.

Parmi les thématiques de recherche-action qui figurent depuis plusieurs années parmi les spécialités d'EDIAS figurent conjointement la question de la qualité de vie, mais aussi la démocratie participative. Ces deux notions, pour nous étroitement imbriquées derrière la problématique d'un baromètre de qualité de vie territoriale, renvoient directement à nos travaux depuis plusieurs années. C'est également à nos yeux un cheminement inéluctable des collectivités responsables en France et dans le reste du monde. On trouvera autour de ces notions d'autres termes comme le bien-être et même le bonheur symbolisé par le fameux Indicateur du Bonheur National Brut développé par le Bhoutan, petit état himalayen passé à la postérité ces dernières années avec ce concept³. Sans centrer nos réflexions sur ces derniers éléments, on pourra tout de même considérer les notions les plus sérieuses à l'image du questionnement sur le concept de « Belle Vie » initié par la revue spécialisée « Sciences Humaines » il y a quelques mois⁴. Le besoin collectif qui s'exprime derrière le souhait de développer pareil outil au service de votre collectivité et de ses citoyens va non seulement dans le sens de l'histoire et de l'efficacité de gouvernance, mais il va également vers une volonté de renforcer la démocratie elle-même par une meilleure compréhension des besoins et des

¹ Voir plaquette de présentation de l'Association jointe à ce dossier ainsi que le site web <https://www.edias.fr/>

² Voir présentation des trois références demandées plus avant dans ces pages ainsi que les travaux proposés sur le site dédié (voir note n°1)

³ Benjamin Flao : « Voyage au Bhoutan ». CCFD Terre Solidaire, Paris, 25 pages

⁴ Sciences Humaines numéro 302, avril 2018.

priorités. Grâce à ce dispositif, qui s’ancre dans une conception moderne et pragmatique du dialogue social territorial, nous sommes dans une demande qui correspond bien aux priorités telles que définies par votre cahier des clauses techniques particulières. Toutefois, derrière l’expression de ce besoin, avec la triple thématique énergétique, économique et sociale que vous voyez logiquement au cœur de la conception de ce baromètre, plusieurs décisions en amont seraient à prendre concernant l’orientation que vous entendez donner à cet outil en termes de conception et mise en place ultérieure.

C’est pourquoi, en considérant que votre demande correspond non seulement à plusieurs travaux conduits ces dernières années par EDIAS, et que cette dernière s’inscrit pleinement non seulement dans nos domaines de recherche-action mais aussi dans nos préoccupations citoyennes, c’est avec enthousiasme que mon équipe et moi-même candidapons à cet appel d’offre.

Vous trouverez en pièce jointe les CV des trois personnes que nous entendons impliquer sur ce dossier, étant entendu qu’en tant qu’association aux objectifs scientifiques et sociétaux, nous sommes différents des cabinets privés. Au-delà du modèle économique distinct de celui de l’entreprise privée, nous nous caractérisons par un recours minimal aux stagiaires qui, lorsqu’ils sont présents, participent pour assister et apprendre, mais en aucun cas rédiger et manager. Par ailleurs, la totalité des documents que nous produisons sont bien naturellement publiables dans des revues spécialisées, sauf si, bien entendu la confidentialité est requise. L’un des intérêts d’EDIAS est bien de fournir des livrables qui correspondent aux standards de recherche des universités et CNRS français, résultat logique puisque nous sommes des enseignants chercheurs universitaires également rattachés au CNRS⁵.

Nous nous proposons donc dans les pages qui suivent d’explicitier la compréhension de votre besoin, en lien avec les grands choix initiaux que vous devrez faire pour construire la méthode permettant de concevoir un baromètre performant. De ce point de vue, EDIAS possède clairement une longueur d’avance que lui procurent ses travaux avec différents chercheurs étrangers et particulièrement canadiens et suisses. Nous possédons en effet déjà les méthodologies pour construire votre baromètre mais aussi et surtout une interface concrète permettant la consultation la plus précise et la plus large possible⁶. Cependant, dans une logique de respect total des choix que vous devrez opérer, et sans préjuger de ces derniers, nous vous proposons une réflexion sur l’historique qui entoure ces questions de baromètres ainsi que les grandes catégories de démarches qui existent aujourd’hui dans ce sens en France

⁵ L’équipe positionnée sur ce dossier travaille au sein du laboratoire CNRS UMR PACTE dont vous trouverez les références et travaux en cours à cette adresse : <https://www.pacte-grenoble.fr/>

⁶ Il s’agit de l’Inventaire Systémique de la Qualité de Vie au travail mis au point par nos collègues de l’Université UQAM de Montréal, et dont nous proposons une déclinaison naturelle pour la Qualité de Vie Territoriale

et à l'étranger. Il ne s'agit pas ici d'éblouir le lecteur avec une science universitaire sur le sujet mais bien de tracer les grandes lignes du cadre de travail qu'il vous importera de définir avant d'aller plus loin.

Au vu de ce qui précède, il nous importe de valider cette entrée en matière avant de poursuivre l'exposé du projet. Nous ne pouvons que nous féliciter de l'opportunité qui nous est faite de pouvoir espérer travailler sur un bassin de vie accueillant et dynamique, le tout au service d'une collectivité qui souligne par les documents dont nous disposons qu'elle entend se donner les moyens d'approfondir ses démarches et perceptions des besoins et priorités des populations concernées.

Grenoble le 29/06/2018

Laurent Labrot. Professeur Associé Science-po Grenoble, Directeur d'EDIAS

Olivier Ihl. Ancien directeur de Science-Po Grenoble, Professeur Science-Po Grenoble

Guillaume Brousseau, Master Entrepreneuriat Ecole Management Lyon, Ingénieur d'études EDIAS

Gilles Dupuis. Professeur Université UQAM Montréal

Questionnements et analyse méthodologique autour des évolutions entourant la notion de baromètre de qualité de vie⁷ et éléments de réponse au cahier des charges.

1 : Approches statistiques et études de type sondage

La notion de baromètre pour la qualité de vie renvoi à de très nombreux travaux conduits dans de nombreux pays différents, et ceci depuis longtemps. Alors qu'à Lausanne (Suisse) par

⁷ Les éléments qui suivent sont extraits d'une présentation faite par les auteurs dans le cadre du premier forum international du bien vivre organisé le mois dernier par la Communauté d'Agglomération de Grenoble, la METRO. Dans l'attente de documents à venir sur le sujet, on pourra consulter la page suivante pour plus d'informations : <https://participation.lametro.fr/blog/forum-international-pour-le-bien-vivre>

exemple, on va trouver ce type de questionnaire dès les années 1920⁸, plusieurs communes de Californie conduiront elles-aussi plusieurs réflexions sur le sujet avant la seconde guerre mondiale. Après 1945, la volonté de mesurer grâce aux statistiques la situation des populations va s'imposer dans la plupart des pays industrialisés. Tandis qu'en France, c'est du côté du Commissariat au plan et plus tard de l'INSEE que l'on va aller chercher ces statistiques et méthodologies, la plupart des européens vont adopter une démarche semblable, la création emblématique d'Eurostat par la Communauté Européenne en 1953 restant le symbole même de ce processus. Derrière cette logique, on va trouver les prémices d'un débat qui n'est totalement terminé, et que l'on pourra synthétiser par cette formule : « Pour le meilleur et pour le PIB »⁹ On va ainsi concevoir dans ce système la construction d'indicateurs conduisant à une mesure de la qualité de vie et ceci grâce à deux dynamiques. La première, purement intellectuelle va utiliser les statistiques existantes, dont le fameux Produit Intérieur Brut ramené au territoire considéré, la seconde va générer de nouvelles statistiques grâce à des sondages conduits par des spécialistes auprès des populations concernées. Par sondage nous entendons le remplissage de questionnaires par un échantillon théoriquement représentatif de la population.

Depuis une trentaine d'année, le recours à de tels systèmes fait débat pour plusieurs raisons. La principale tient au fait que l'on va déterminer une qualité de vie par le biais de chiffres clefs comme le PIB qui ne sont fondamentalement pas faits pour cela. On connaît par ailleurs parfaitement et depuis longtemps les grosses limites pour ne pas dire lacunes fondamentales des sondages. Pourtant, si l'on admet l'intérêt de certaines constructions statistiques et déductions à partir de tels résultats, on peut arriver à des analyses pouvant être pertinentes à défaut d'être toujours convaincantes. On relèvera ceci étant qu'en France, la gouvernance au niveau national procède souvent de l'utilisation de statistiques, pour affecter des enseignants, transférer des policiers, ou encore participer à un système municipal qui va donner des avantages croissants aux communes au prorata de leurs populations estimée grâce au rituel bien français du recensement.

On peut parfaitement aujourd'hui développer un baromètre à partir de statistiques existantes, en réalisant une enquête auprès d'un échantillon représentatif de population qui s'appelle en règle générale, y compris en science politique, un sondage. On peut également mixer les deux méthodes pour au final produire un baromètre qui reprend simplement les résultats produits sous forme de statistiques puis développés dans un rapport écrit. Avouons qu'aujourd'hui les tendances observées au sein des collectivités locales et territoriales françaises comme étrangères ne vont pas dans le sens d'un baromètre fondé sur les statistiques et le sondage,

⁸ Laurent Labrot : La Suisse Romande dans la Confédération helvétique : traditions et identités politiques. Doctorat Soutenu en 1997 à Grenoble sous la direction de Jean-Louis Quermonne. 1197 pages, Bibliothèque Nationale

⁹ Jean-Merckaert in Revue Projet Février 2018 : « Comment Mesurer le Bien Vivre ? ». Réf page 2

mais cela reste une possibilité sérieuse. La première question que l'on doit se poser est de savoir si l'on veut procéder ainsi pour la Communauté Urbaine de Dunkerque ?

2 : Approche d'implication citoyenne et dialogue social territorial

Après des décennies de critiques et de débats autour des indicateurs et sondages pour mesurer la qualité de vie territoriale, une grande majorité d'exemples français et de nombreux cas étrangers ont clairement tourné le dos à ces approches pour tenter d'inventer de nouvelles démarches voulues avant tout plus proches des citoyens et de leurs participations. Parmi la centaine d'exemples français, prenons le cas de la Métropole Toulousaine¹⁰ qui travaille depuis plusieurs années sur des indicateurs dans ce domaine, mais avec des méthodes radicalement différentes de celles du paragraphe précédent. Nous sommes ici sur une volonté de mettre en avant la parole citoyenne par le biais de consultations approfondies de populations sélectionnées qui se voient non seulement questionnées collectivement, mais également sollicitées pour participer à des ateliers lexicométriques¹¹. « La lexicométrie désigne un ensemble de méthodes d'analyse statistiques de données textuelles et contextuelles mobilisées pour identifier les contours des définitions partagées de ce qui fait le bien-être et le mal être à partir des contributions recueillies à partir de l'expérimentation. En d'autres termes on va s'attacher à l'expression des citoyens, au langage utilisé et ceci afin de dégager une typologie de variables permettant de définir la qualité de vie territoriale. Au terme de la démarche, 76 variables se sont vues ainsi définies dans l'exemple toulousain, avec à la clef, un dispositif de consultation local très intéressant et la mise en place d'un observatoire du bien être sur le territoire concerné, ceci afin de pérenniser l'approche et les résultats. On est donc ici sur un exemple de co-construction entre la métropole et sa population, et du recueil d'informations qui vont au-delà de la seule réponse à des questions pour aborder des éléments psychologiques. A l'arrivée, se retrouvent certes des indicateurs classiques comme la sécurité ou encore la propreté, mais également des éléments plus originaux comme la météo ou encore le travail et respect de soi. Avec comme finalité le développement d'outils au service d'un projet global de « smart city », l'exemple toulousain s'inscrit parfaitement dans les dynamiques qui se font jour un peu partout en France. Un survol analytique récent de ces éléments peut être consulté dans l'article d'Anne Le Roy et Fiona Ottaviani « Quand les collectivités changent de cap », lequel démontre la multiplicité des initiatives comme des modèles¹². On y découvre la multiplicité des démarches comme des indicateurs, avec à la clef les mêmes interrogations

¹⁰ « Le Bien-être dans la Métropole Toulousaine : Vers des indicateurs participatifs au service des politiques publiques ». CODEV Toulouse Métropole, juin 2016, 36 pages

¹² Anne le Roy et Fiona Ottaviani : « Quand les collectivités changent de Cap ». In Revue projet n°362, février 2018, références pages 31-51

finales. On va ainsi trouver les mêmes difficultés identifiées dans bon nombre de cas, à savoir le volontarisme de la démarche dans la durée (un changement de majorité pouvant être synonyme d'abandon total de la démarche), le niveau d'ingénierie nécessaire et donc derrière les coûts qu'impliquent de tels dispositifs, et enfin le problème de la gouvernance des indicateurs. A savoir la grande difficulté à proposer à partir des résultats des politiques transversales qui vont non seulement impacter la collectivité territoriale en responsabilité mais également d'autres acteurs comme par exemple le Ministère de l'Education nationale en cas d'insatisfaction autour de la carte scolaire. On notera que ces difficultés apparaissent avec ces modèles d'implications citoyennes et de dialogue social territorial car les acteurs vont généralement plus loin dans la résolution concrète des problèmes que dans le cas d'études externes et de sondages. On peut facilement multiplier les exemples comme à Grenoble avec un travail comparable de la communauté d'agglomération, la Metro, autour de groupes citoyens, ou encore à Bordeaux avec un travail conduit en parallèle avec l'agenda 21. Dans chaque cas se retrouvent une expérience pertinente de participation citoyenne, des constructions d'indicateurs à partir de variables construites par diverses méthodes, et des recherches d'applications qui vont être autant de réponses aux réalités exposées, le tout avec les trois difficultés citées plus haut.

La Communauté Urbaine de Dunkerque veut elle aller sur un dispositif semblable ? Elle suivrait en ce cas une majorité de démarches de collectivités en France. Cependant, il existe un troisième niveau de réflexion et d'action qui peut être vu comme plus avancé, ambitieux, et sans doute plus contraignant que ce qui précède.

3 : Approche de Démocratie Participative

Cette approche, pratiquement absente des modèles français, connaît en revanche une franche réussite à l'étranger, et ceci particulièrement dans les pays très avancés en matière de démocratie directe et participative comme la Suisse, les pays nordiques ou encore certaines provinces canadiennes.

La logique ici part d'un postulat très simple : la qualité de vie territoriale et tout ce qui en découle en termes décisionnels - tel un baromètre - est de nature politique. On ne peut pas, sur un tel sujet situé bel et bien au centre des préoccupations tant des citoyens que des gouvernants, se contenter d'études conduites par des professionnels extérieurs sans parler d'interprétations statistiques, de consultations partielles d'un nombre de citoyens très faible par rapport à la population totale, le tout pour arriver à une prise de décision contestable d'un point de vue démocratique. Dès lors, on le comprend bien, les tenants de ce postulat initial vont faire de la qualité de vie une expression politique, laquelle sera incarnée par un processus de consultation de type électoral. Si nous sortons ici quelque peu du sujet qui reste bien la conception d'un baromètre de la qualité de vie territoriale, il n'en reste pas moins que, si le choix à Dunkerque se portait sur cette option, qui aboutirait sans conteste à transformer cette expérience en un modèle à l'échelle française, la conception même de l'indicateur serait quelque peu différente car devant tout simplement être soumise à l'électorat concerné. Cette conception soulève en France plusieurs objections à la mise en œuvre de cette solution.

La première, de nature politique, réside de voir d'un mauvais œil une consultation générale de la population, car les résultats ne sont plus cantonnés dans les champs d'une étude mais incarnent tout simplement les besoins et volontés de la population au niveau le plus élevé de l'expression populaire : le vote. On remarquera en retour que la légitimité de la collectivité est maximale et que certaines objections traditionnelles, déjà explicitées dans les pages qui précèdent sur la pertinence des résultats, tombent d'elles-mêmes.

La seconde va interroger sur la légalité d'une telle consultation, au vu des situations rencontrées par plusieurs collectivités -telles que l'exemple de la ville de Grenoble qui s'est retrouvée dernièrement devant un tribunal administratif après une plainte de la préfecture de département à la suite d'un vote qui portait sur la problématique du stationnement¹³. Pour les spécialistes du sujet, la question ne concerne pas un processus de consultation qui porterait sur la qualité de vie territoriale car nous ne sommes pas en violation avec le code

¹³ <https://www.placegrenet.fr/2018/05/24/tribunal-administratif-annule-laudacieux-dispositif-dinterpellation-de-votation-citoyenne-de-ville-de-grenoble/192721>

électoral comme le déclare la préfecture de Grenoble. En d'autres termes dans la mesure où une telle consultation ne débouche ni sur la désignation d'un candidat parmi d'autres, ni sur une décision politique spécifique comme l'était le stationnement à Grenoble, on ne voit aucun motif réel et sérieux de contestation.

La troisième interroge alors le déroulement lui-même d'une telle consultation. Il est ici très clair qu'une partie non négligeable du système doit se voir dématérialisé, c'est-à-dire proposé aux citoyens à partir d'un site internet sécurisé. EDIAS dispose à ce jour d'une méthodologie spécifique dans ce domaine avec l'ISQVT (Inventaire Systémique de la Qualité de Vie au travail). Il ne s'agit pas pour nous, à ce stade, de proposer cette méthodologie, mais bien de la prendre en exemple pour souligner la faisabilité d'une telle interface et son adéquation avec le sujet. L'ISQVT sera présentée plus en détail dans les pages qui viennent. Avec une interface de type ISQVT proposée sur un serveur sécurisé comme il en existe par exemple de multiples exemples en Suisse, et ceci pour un coût tout à fait raisonnable, on peut envisager des consultations à distance, qui se verront complétées par un vote par téléphonie mobile et fixe, et même par une consultation classique dans des bureaux de votes. Afin d'explicitier ce système, nous donnerons ici en exemple les consultations réalisées à Zurich.

Depuis une dizaine d'année, la ville de Zurich a développé un site sécurisé permettant à la population de voter électroniquement. Aujourd'hui, comme dans la quasi-totalité des cantons suisses, la population vote depuis chez elle. On remarquera qu'à ce niveau, la plupart des objections émises en France sur le sujet comme la transparence du vote ou la sécurité de ce dernier ne sont plus de mise et depuis longtemps dans cet exemple comme dans d'autres. On pourra à ce niveau bénéficier de l'expertise d'Olivier Ihl, qui fait partie de l'équipe prévue sur ce projet, et qui est spécialiste du vote électronique avec un ouvrage complet qui avait, lors de sa parution, proposé un panorama complet de ces pratiques dans le monde entiers.¹⁴

Si le choix de Dunkerque allait vers une telle perspective, la mise au point d'un baromètre de la qualité de vie territoriale devrait répondre à des critères d'utilisations un peu différents car les questions relatives à ce dernier devraient pouvoir être posées à la totalité de la population, y compris des personnes en situation de handicap ou ayant une maîtrise un peu limitée de la langue écrite. Notons que l'ISQVT répond à ces exigences.

Enfin, reste la difficulté des variables dans ce contexte. On doit bien avouer qu'au sein d'EDIAS, après avoir participé à des travaux en Suisse et au Canada sur le sujet, la mise au point des variables n'est pas le principal problème, mais bien leur adéquation avec la consultation que l'on va organiser à la suite. En effet en s'inspirant de l'existant, et ceci sans ignorer les spécificités de chaque territoire, on peut assez facilement mettre en place un système de

¹⁴ Gille J Guglielmi, Olivier Ihl. « Le Vote Electronique », LGDJ, Paris, 2015, 324 pages

variables satisfaisant et permettant de disposer derrière d'informations suffisamment précises pour autoriser des analyses poussées.

Bien naturellement, EDIAS ne fait ici qu'exposer les grandes options disponibles et ne saurait se substituer aux décideurs concernés pour choisir parmi les options proposées la méthodologie à suivre. On l'aura compris, ce n'est pas tant la conception du baromètre qui en soi pose problème que son adéquation avec la méthodologie générale envisagée, et plus particulièrement le degré d'implication de la population. Dans tous les cas, l'ISQVT, comme on va le voir, peut s'appliquer à tout système mis en place et qui entend consulter toute ou partie de la population de manière formelle ou informelle.

4 : ISQVT

L'ISQVT (Inventaire Systémique de la Qualité de Vie au travail), est le fruit d'un programme de recherche international, déployé en France par EDIAS. Conçu au départ par Gilles Dupuis et son équipe de l'UQAM pour mesurer de manière quantitative la Qualité de Vie au Travail, le projet a depuis été repris pour s'appliquer à la Qualité de Vie des Enfants hospitalisés, ou encore, mesurer la Qualité de la formation professionnelle pour les entreprises¹⁵. L'outil est robuste, simple et convivial, et a été conçu avec une approche pragmatique qui entend associer toutes les composantes d'une population, y compris des primo-arrivants très fréquents au Canada, et qui ont de sérieuses difficultés à pratiquer le français et l'anglais, ou encore des handicapés, personnes ne disposant pas de compétences informatiques¹⁶.

Au-delà du processus de consultation lui-même, l'ISQVT doit son succès depuis quelques années dans plus de dix pays différents aux perspectives stratégiques qu'il offre après la consultation, avec de multiples interactions possibles et surtout une hiérarchisation naturelle des priorités. L'ISQVT est conçu au départ dans une logique qui correspond parfaitement à la qualité de vie territoriale, à savoir que la priorité dans la vie de tout individu est d'être heureux. Ce constat est naturellement variable pour chaque domaine de consultation. La priorité de tout individu dans ce contexte au-delà de sa volonté de répondre aux questions posées est bien de réduire l'écart entre sa situation actuelle et ses objectifs de progression qu'il s'est lui-même fixé. L'ISQVT est fondé sur cette logique, et va donc proposer à chacun d'exprimer non seulement sa situation personnelle par rapport à chaque domaine du questionnement, mais de se situer en termes de progression ou de régression, avec, à chaque fois, une appréciation de la vitesse de changement.

¹⁵ Transposition conduite par EDIAS en 2013 auprès d'OPCALIA Rhône-Alpes.

¹⁶ Outil testé par EDIAS à plusieurs reprises avec par exemple environ 1000 personnes consultées dans le cadre d'un projet de lutte contre la souffrance au travail initié par le Conseil Départemental de l'Isère en 2015

On va tout d'abord supprimer les chiffres qui sont sources de confusion pour de nombreux utilisateurs, au profit de flèches que l'on va soi-même positionner autour de la sphère ouverte partiellement. On voit dans le diagramme l'existence de deux flèches dont l'écart va justement exprimer un ressenti qui va bien au-delà du seul jugement quantifiable comme pourrait l'être par exemple une note sur dix ou sur vingt donné à la qualité de l'air ou aux infrastructures de transport du territoire. On va ensuite avec un second écran se positionner sur la vitesse du changement constaté entre les deux flèches. Pour cela, le système dispose d'icônes animées qui vont préciser si l'on s'éloigne ou si l'on s'approche de l'idéal, avec naturellement une possibilité intermédiaire d'immobilité. On aura enfin à la fin de la consultation un récapitulatif avec, pour chaque question, une simple interrogation sur l'importance qui lui est donnée par la personne consultée.

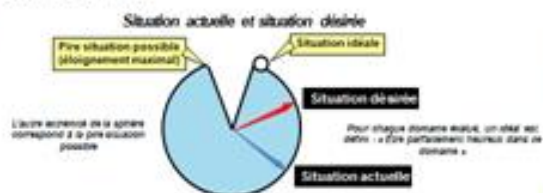
La vitesse de c

La passation du questionnaire

b. Vitesse de changement

Je m'approche de l'idéal	Situation idéale
	
	
	
	
	
	
	

Pas de changement



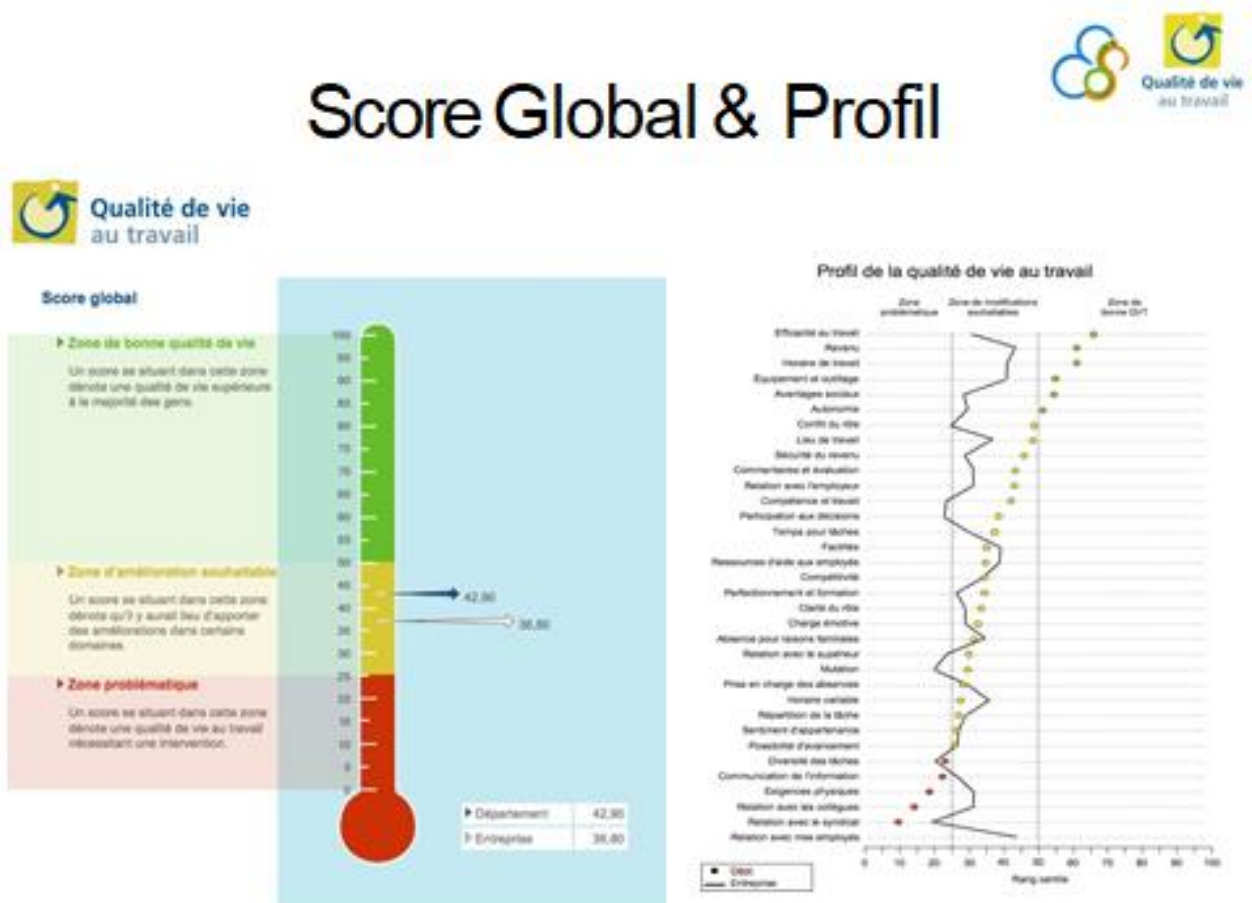
1. Le répondant doit d'abord placer une flèche à l'endroit correspondant à la situation qu'il vit actuellement
2. Le répondant place ensuite une flèche à l'endroit correspondant à la situation qu'il aimerait vivre

	1	2	3	4	5
Horaires de travail	☐	☐	☒	☐	☐
Sentiment d'appartenance	☐	☐	☐	☒	☐
Etc.	☐	☐	☐	☐	☒

11

les éléments positifs, négatifs et neutres. Au-delà du score global, le profil ainsi mis en avant va être précisé par de multiples graphiques et éléments statistiques, lesquels permettent de prioriser les actions et de décider clairement les pistes à suivre sur la base d'un calendrier annuel.

Toutes les données recueillies, qui sont la propriété du client, sont stockées sur le site spécialisé qui contient l'interface, et qui bénéficie d'une protection anti-piratage de niveau militaire, comme la loi canadienne le prévoit pour toute expérimentation scientifique universitaire. Ces données vont permettre des comparaisons avec d'autres consultations ultérieures qui peuvent ainsi tracer un fil conducteur et expliciter les initiatives prises mais également les ressentis des populations consultées dans la durée. L'une des questions à aborder par rapport au baromètre est ainsi sa fréquence totale ou partielle d'utilisation auprès de la collectivité concernée.



Pour conclure rapidement sur l'ISQVT, sa place dans ses pages ne tient pas à la volonté d'EDIAS de proposer à tout prix sa méthodologie dans le contexte dunkerquois, mais bien d'illustrer ce

qu'il est possible de faire en termes de baromètre et de souligner qu'un tel système existe déjà et pourrait se voir repris avec un minimum d'adaptation.

5 : Cahier des charges et attendus

Les pages précédentes, répondant semble-t-il au cadrage du projet ainsi qu'à nombre d'interrogations initiales à trancher, nous ne proposerons que de brefs développements sur chacune des six attentes formulées.

1 : Synthétiser la pluralité des différentes approches de la mesure de la qualité de vie et/ou du bien être territorial.

Nous croyons avoir posé certains éléments dans notre propos, il importera cependant de proposer un mémo qui présente de manière plus systématique ce qui doit se réaliser, avec les informations clefs disponibles. Il nous semble raisonnable de parler d'une dizaine de pages avec également quelques exemples étrangers autour de la démocratie participative.

Délai : remise au démarrage du projet comme document initial de débat en complément des pages qui précèdent. 5 jours homme

2 : Traduire les attentes de la population au regard de la transformation de l'écosystème industrialo-portuaire et indicateurs de qualité de vie/ ou de bien être territorial.

Ce travail nous paraît devoir être effectué après une forte imprégnation de la situation locale, notamment historique, caractéristiques d'évolutions et besoins des populations. Réalisé en grande partie sur place, cette analyse doit non seulement permettre de cerner les spécificités du modèle dunkerquois mais aussi esquisser une première typologie d'indicateurs à valider. C'est à partir de ce corpus initial que va se mettre en place le corpus d'indicateurs composant le baromètre.

Délai : à rendre pour le 21 septembre. On peut parler d'une quinzaine de pages. 5 jours homme

3 : Définir les modalités de co-construction de l'outil « baromètre » en impliquant les différentes communautés d'acteurs mobilisé sur le projet Tiga et les citoyens.

Ce travail nous paraît devoir être réalisé après avoir rencontré les communautés d'acteurs concernés. Il doit permettre de trancher les dernières options possibles en termes de mesure pour le baromètre (gouvernance du baromètre et supervision de son fonctionnement dans la

durée.) Ce travail doit être réalisé juste après la réunion du 21 septembre avec comme base de départ les éléments validés à cette occasion. On aura un document assez ramassé qui précisera le rôle des acteurs dans la construction ainsi que leurs participations. Un espace collaboratif en ligne dédié pourrait se révéler utile. Plus qu'un document à rendre, on aura une série de fiches avec les implications des uns et des autres et leurs perceptions d'une vision commune de l'outil.

Délai : remise fin octobre 8 jours homme

4 : proposer différentes composantes génériques et composantes spécifiques des indicateurs de suivi de la démarche de transformation de l'économie dunkerquoise (indicateurs de transition énergétique, indicateurs de transition économique, et indicateurs de transition sociale).

Sur la base de l'expérience d'EDIAS en la matière et en restant sur les bases de travaux existants en matière d'indicateurs, on proposera une synthèse détaillant les indicateurs ainsi que les trois domaines précités.

Délai : Avant le 16 octobre, document d'une quinzaine de pages. 6 jours homme

5 : Mener un premier test sur un échantillon restreint dont les caractéristiques seront déterminées entre le prestataire et le groupe de travail « dialogue social innovant »

On pourra selon les orientations prise auparavant conduire cette opération sur place la seconde quinzaine d'octobre. 6 jours homme

6 : Proposer des jalons pour un plan de développement de l'outil, ses modalités techniques, les méthodes du projet et les investissements nécessaires sur dix ans

On aura ici un rapport prospectif de faisabilité construit sur la base des éléments précédents. Ce dernier sera présenté le 23 novembre.

On peut parler d'une trentaine de pages qui feront office de rapport final. 10 jours homme

6 : Interactions avec le second appel d'offre relatif au dialogue social innovant

Nous avons examiné le second appel d'offre lui aussi extrêmement intéressant mais nous avons décidé de ne pas y donner suite pour deux raisons que nous tenons à expliciter ici. Les deux calendriers sur une période identique sont extrêmement courts et contraints. Dans la plupart des exemples dont nous disposons, de telles démarches s'effectuent généralement entre six mois et une année. Il nous paraît donc impossible pour EDIAS de conserver le niveau d'exigence maximal qui est le nôtre, mobiliser une équipe très performante pour les deux projets de manière simultanée. C'est bien naturellement avec très grand plaisir et grand intérêt si nous étions sélectionnés pour travailler sur le baromètre que nous aurions un intérêt pour le dialogue social territorial innovant qui en est le complément direct, surtout dans l'esprit de démocratie participative à laquelle nous croyons beaucoup. Nous sommes bien naturellement prêts à échanger avec la structure sélectionnée pour ce second appel d'offre. Cependant, nous sommes une petite équipe, et préférons rester cohérents en accordant un maximum d'attention sur la période au baromètre et uniquement au baromètre !

7 : Illustration de trois références comparables (travaux universitaires)

Nous avons déjà cité un certain nombre de travaux universitaires.

A titre d'illustration de la démarche, nous proposerons trois travaux à la fois pratiques de type recherche-action que nous avons conduit. Sur chacun nous proposerons le référent avec lequel nous avons travaillé à l'époque afin qu'il puisse être contacté éventuellement pour mesurer la qualité du travail accompli. On retrouvera des éléments relatifs à ces projets ainsi que d'autres sur le site internet d'EDIAS : <https://www.edias.fr/>

A : Enquête de qualité de vie au travail au sein du Conseil Départemental de l'Isère

Plus de 900 agents interrogés grâce à la méthode ISQVT entre 2014-2015. Au-delà du processus d'enquête lui-même, nous avons également élaboré les préconisations pour la structure et participé à la négociation dans le cadre du dialogue social qui s'en était suivi. Ce travail est l'illustration concrète du déploiement d'une telle méthodologie et outil dédié et les confrontations à des publics handicapés, en difficulté devant une interface informatique. De plus le climat social très tendu alors dans la structure avait fortement compliqué les choses même si au final l'unanimité s'était faite autour du travail réalisé.

Contact : Monsieur Philippe Bombardier, DRH du Conseil Départemental de l'Isère et référent du projet, désormais Directeur de cabinet de Monsieur Le Maire de Limoges. (contacter directement le secrétariat de Monsieur Bombardier au 05 55 45 60 00)

B : Enquête à la demande de Pôle-Emploi National et du fond FEDER sur les emplois verts en Rhône-Alpes

Une étude analytique et cartographique, étude conduite en partenariat avec les partenaires sociaux, Conseil Régional Auvergne Rhône-Alpes et la Direccte Auvergne Rhône-Alpes en 2014. L'exercice a permis de travailler sur des applications cartographiques mais également des contenus statistiques qui ont fait l'objet d'un traitement spécifique de la part d'EDIAS. On trouvera dans l'étude elle-même (disponible sur demande auprès d'EDIAS) une réflexion spécifique sur les métiers verts de demain ainsi que les incidences économiques et sociales de ces évolutions sur les territoires

Contact : Madame Sophie Prina responsable des projets internationaux, européens de Pôle-Emploi Rhône-Alpes (sophie.prina@pole-emploi.fr)

C : Elaboration de contenus spécifiques pour les chefs de projets collaboratifs des pôles de compétitivité en région Auvergne Rhône-Alpes

Ce projet FEDER régional a vu EDIAS créer divers outils dont un référentiel de compétences et inventaire des actions non scientifiques susceptibles d'être financées dans le cadre de projets de recherche. Réalisé sur trois ans (2016-2018), ces travaux ont permis d'analyser les difficultés des PME innovantes sur les territoires et proposer derrière des solutions clefs en main pouvant.

Contact : Madame Cathy Fillié, Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes (Cathy.FILLIERONDENET@auvergnerhonealpes.eu)

8 : Calendrier Prévisionnel de réalisation

[Voir chronogramme joint](#)

9 : Engagement de mise à disposition des ressources nécessaires

[\(voir attestation jointe\)](#)